

DIAL 2425

AMÉRIQUE LATINE - rompre les chaînes de l'esclavage

John Ludwick

vendredi 1er décembre 2000, mis en ligne par [Dial](#)

Des personnes - hommes, femmes et enfants - vivent aujourd'hui dans une situation d'esclavage, c'est-à-dire ont un mode de vie déterminé par le fait que s'exerce sur eux « l'un ou la totalité des pouvoirs découlant du droit de propriété ». Brésil, Paraguay et République dominicaine sont les principaux pays dont il est ici parlé, mais le fléau est répandu dans bien d'autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes, comme en d'autres régions du monde. Article de John Ludwick (Lima), Noticias Aliadas, 17 juillet 2000.

Quand Maria Do Carmo Jerônimo mourut à 129 ans dans un hôpital brésilien en juin dernier, beaucoup crurent qu'avec sa mort une époque se terminait.

Née en 1871, elle vécut et travailla comme esclave pendant 17 ans jusqu'à ce que le Brésil abolisse officiellement cette pratique en 1888. Beaucoup ont cru que Maria Jerônimo, outre le fait d'être la personne la plus vieille du pays, représentait le dernier lien du Brésil avec son triste passé de nation esclavagiste. Mais ils se trompaient

Ignoré d'une grande partie du monde, l'esclavage prospère encore dans ce pays tropical de 180 millions d'habitants, ainsi que dans beaucoup d'autres parties de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Pour la plupart des gens, l'esclavage évoque des images d'Africains enchaînés, tremblant dans les soutes humides des bateaux qui traversaient l'Atlantique vers l'Amérique - honte des XVIIIème et XIXème siècles reléguée dans les obscures profondeurs du temps. Bien que l'époque des fouets, des chaînes et des ventes aux enchères soit terminée, des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants sont toujours obligés de travailler comme esclaves en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Esclavage moderne

Selon la Convention sur l'esclavage de 1926, la première des deux conventions internationales sur ce thème, « l'esclavage est la situation ou la condition d'une personne sur laquelle s'exerce l'un ou la totalité des pouvoirs découlant du droit de propriété. »

De nombreuses formes d'esclavage moderne sont pratiquées dans la région latino-américaine, la plus commune étant le « travail captif » où les travailleurs sont obligés de travailler pour payer leurs dettes. D'autres formes d'esclavage existent, comme c'est le cas pour les personnes qui vivent sur les terres d'un propriétaire et qui doivent travailler pour lui, ou pour le travail des enfants, le travail des migrants et même pour le mariage servile pratiqué encore dans certains groupes indigènes d'Amazonie.

« Bien que la grande majorité d'entre eux ne soient plus vendus aux enchères publiques, la situation des esclaves d'aujourd'hui n'est pas meilleure que celle de leurs prédécesseurs », a écrit Charles Jacobs, président du groupe étasunien American Anti-Slavery Group. « En réalité, il y a peut-être dans le monde

plus d'esclaves maintenant que jamais auparavant. »

Combien de personnes se trouvent en état d'esclavage dans le monde ? Il est difficile de répondre, assure Mike Dottrige, directeur de Anti-Slavery International dont le siège est à Londres en Grande-Bretagne. Selon les calculs au niveau mondial, on estime le chiffre à quelque 26 millions, principalement en Afrique et en Asie, mais aussi en Amérique latine et aux Caraïbes.

Par contre, observe Dottrige, il est facile de répondre à la question : pourquoi l'esclavage existe-t-il encore ?

« Un rapide regard sur les conditions économiques mondiales, remarque-t-il, ferait dire à un économiste théoricien de Mars qu'il est presque impossible que l'esclavage n'existe pas. Il y a un grand nombre de personnes pauvres sans emploi ; les unes meurent littéralement de faim, les autres sont désespérées et donc elles s'offriront elles-mêmes ou offriront les membres de leurs familles pour presque rien, dans l'espoir d'avoir un emploi et de pouvoir se mettre quelque chose sous la dent. »

Bien que la pauvreté puisse conduire à des niveaux croissants d'esclavage, la racine du problème réside dans les inégalités économiques à l'intérieur d'une société ; c'est pourquoi, dit Dottrige, « le pays où le problème est le plus grave est celui qui présente la plus grande inégalité, aussi bien pour l'accès à la terre qu'à d'autres richesses, et ce pays est le Brésil. »

On ne sait pas encore combien de travailleurs sont réduits à l'esclavage au Brésil actuellement [1], bien que l'on pense que ce chiffre serait de l'ordre de plusieurs dizaines de milliers. Les hommes sans emploi sont obligés d'accepter des contrats oraux basés sur de fausses promesses de travail bien rémunéré. Ils sont transportés en camion à des milliers de kilomètres dans des campements d'exploitation de bois dans la forêt, dans des haciendas ou dans des ranchs ; à leur insu, on leur fait payer le transport, constituant ainsi la première de nombreuses dettes.

Travailleurs surendettés

Enfermés dans des campements surveillés, leurs papiers leur sont retirés ; ils sont obligés d'acheter la nourriture, les outils et autres articles dans des boutiques chères, et finissent ainsi par être surendettés. Ils ne sont autorisés à retourner chez eux que lorsque leurs « employeurs » les y autorisent. Quelques-uns ne reviennent jamais.

« En 1993, quand mon fils n'est pas rentré à la maison, j'ai commencé à parcourir tous les États à sa recherche », raconte Pureza Lopes Loyola, lauréate du prix Anti-Slavery International, qui avait perdu la trace de son fils, Abel Lopes, pendant trois ans après son recrutement pour les campements d'esclaves. « Après l'avoir cherché pendant 2 ans, j'avais vu trop de souffrances... J'étais désespérée et j'ai commencé à dénoncer [ces situations] dans les journaux, stations de radio et télévision, pour donner une large publicité à ce problème. »

Le peuple indigène *enxet*, dans la région centrale du Chaco au Paraguay, a connu aussi le problème du travail forcé et de l'esclavage. Les Enxets qui vivent dans des haciendas privées sont dépendants du crédit pour acheter leur nourriture aux grands propriétaires à des prix gonflés, et ainsi ils s'endettent rapidement.

À l'origine de ce problème, se trouve le droit à la terre. En 1885, le gouvernement paraguayen a vendu, principalement à des étrangers, de grandes étendues du territoire *enxet*, usurpant les terres traditionnelles de ce peuple pour la chasse et la pêche. Les Enxets furent obligés ensuite de vivre et travailler dans les haciendas où très vite ils devinrent une source de main-d'œuvre bon marché corvéable à merci.

Les tentatives des Enxets pour faire valoir leurs droits territoriaux garantis dans la Constitution aboutirent à des expulsions, à l'incendie de leurs habitations et autres représailles destinées à punir et à intimider les contestataires.

Ailleurs aussi les peuples indigènes ont été soumis à l'esclavage. Les Ashaninkas au Pérou, le groupe indigène dominant dans le bassin amazonien du pays, ont été plongés dans ce mode d'esclavage durant des décennies dans la province de Atalaya, département oriental de Ucayali. Ce fut seulement lorsque commença le programme de délimitation des terres il y a une dizaine d'années qu'ils furent capables de rompre le cycle de l'esclavage.

D'autres groupes à haut risque sont constitués par les travailleurs migrants, comme les Haïtiens recrutés pour travailler dans les plantations de canne à sucre en République dominicaine [2]. Attirés - et quelquefois sous la contrainte - vers les plantations du pays voisin, les Haïtiens très vite se retrouvent piégés dans des conditions de vie inhumaines dans les campements surveillés qu'on appelle *bateyes*.

« On m'a emmené de l'autre côté de la frontière et on m'a vendu à des soldats dominicains pour 8 dollars » raconte l'Haïtien André Prevot, cité dans un rapport de l'American Anti-Slavery Group, à propos d'un recruteur qui lui avait promis un bon travail dans les plantations de canne à sucre de République dominicaine.

Beaucoup de ces travailleurs ne reçoivent aucun salaire pendant les premiers mois et sont obligés de survivre avec le peu d'argent qu'ils peuvent avoir et les aliments qu'ils peuvent cultiver dans un petit lopin de terre. Quand on les paye - un salaire peut être de 1 à 3 dollars par jour - c'est généralement sous forme de jetons qui sont acceptés seulement dans certaines boutiques ou convertibles en argent avec une retenue de 20 %.

Une autre forme d'esclavage international est le trafic de femmes et d'enfants qui sont obligés de se prostituer -en général sous la contrainte ou de fausses promesses -, ou de travailler contre leur volonté. On estime que près de 50 000 femmes dominicaines se prostituent en Hollande et en Allemagne, alors que quelque 3 000 Mexicaines font la même chose au Japon.

Enfants asservis

Les mineurs sont obligés de se prostituer dans toute l'Amérique centrale. Des défenseurs des droits des enfants ont écouté des récits terrifiants de mineurs qui ont été obligés d'avoir des relations sexuelles avec des clients, jour et nuit, dans les bars et les clubs nocturnes du Guatemala.

Quinze mineurs boliviens ont été découverts récemment dans des usines clandestines en Argentine. Aux 13 fillettes et aux 2 garçons enfermés pendant 3 et jusqu'à 18 mois, on avait promis des salaires décents et une vie meilleure à Buenos Aires ; tout cela pour découvrir à leur arrivée qu'on leur faisait payer le voyage et qu'ils seraient obligés de travailler pour rembourser cette dette.

Dépouillés de leurs papiers, ces jeunes furent enfermés dans des conditions déplorables jusqu'au moment où les autorités argentines, finalement, les libérèrent à la fin de juin. [3]

Les enfants obligés de travailler comme domestiques à Haïti ont eu moins de chance. Connus en créole comme *restaveks*, mot dérivé du français « rester avec », ces mineurs sont généralement traités comme des esclaves, obligés de travailler de longues heures et de remplir une série de tâches, y compris s'occuper d'enfants qui souvent sont plus âgés qu'eux.

On calcule que les *restaveks*, en leur grande majorité des fillettes de 6 à 18 ans, sont entre 200 000 et 300 000, soit 14 % de la population haïtienne de moins de 18 ans. Peu reçoivent un salaire quelconque, alors que la majorité sont l'objet d'abus et d'humiliations, y compris de violence sexuelle. Selon l'UNICEF, 30 % mangent seulement une fois par jour.

Anti-Slavery International a reçu des informations préoccupantes sur des enfants indigènes en Colombie qui sont séquestrés par les cartels de la drogue pour travailler dans la production de cocaïne. Que cela soit exact n'étonnerait pas Dottrige, mais il ajoute qu'il est difficile d'enquêter sur des opérations illégales, ce qui rend presque impossible de vérifier ces dénonciations.

À la recherche de solutions

Bien que le fléau de l'esclavage continue, les efforts se portent sur la manière d'éradiquer l'esclavage et de rechercher la justice.

Probablement, le Brésil a fait plus que d'autres pays latino-américains et des Caraïbes pour affronter le problème de l'esclavage. En 1995, le président Fernando Henrique Cardoso a reconnu officiellement le problème et a pris des mesures pour le combattre par de nouvelles lois et en créant une unité spéciale pour enquêter sur les dénonciations d'esclavage. Cependant certains critiquent ces mesures parce qu'elles ont eu peu de résultats.

Lopes Loyola croit que, pour en finir avec le problème de l'esclavage et le travail forcé au Brésil, le gouvernement devrait envisager sérieusement « de confisquer les propriétés de ceux qui exploitent les gens, vendre leur bétail pour payer les salaires des travailleurs, et en plus donner à ceux-ci des indemnités pour ce qu'ils ont souffert et un morceau de terre pour vivre. Je suis sûre que cela permettrait en peu de temps d'en finir avec l'esclavage parce que les grands propriétaires ne se risqueraient pas à perdre leurs biens. »

Bien que les autorités haïtiennes aient reconnu le problème de l'esclavage domestique des enfants, elles n'ont pas été capables de l'affronter. Des organisations internationales comme l'ONU l'ont aussi éludé, en partie parce que beaucoup voient le problème en terme de travail des enfants et non en terme d'esclavage.

Cependant, là où les gouvernements n'agissent pas, d'autres groupes le font. Les Foyers Maurice Sixte, dont un prêtre haïtien a été le promoteur et appelés ainsi en hommage à un écrivain national, aident non seulement les *restaveks* victimes d'abus, mais œuvrent aussi à la conscientisation, l'éducation et la formation professionnelle d'enfants et d'adolescents qui travaillent.

Urgence d'une volonté politique

Bien que l'on ait fait quelques progrès dans les dernières décennies, et que les abolitionnistes espèrent que leurs efforts arriveront à éradiquer toutes les formes d'esclavage, cette exploitation pourrait continuer encore très longtemps en raison de la situation socio-économique actuelle. Résoudre le problème exigerait plus de volonté politique et d'auto-critique que ce que la majorité des gouvernements et des sociétés peuvent accepter, assure Dottrige.

« Le problème persistera, dit-il. De nouveaux problèmes apparaîtront même, mais il existe un refus généralisé de les reconnaître comme faisant partie du vieux problème de l'esclavage que tout le monde voudrait reléguer aux poubelles de l'histoire. »

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 2425.**

- Traduction Dial.

- Source (espagnol) : *Noticias Aliadas*, juillet 2000.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - <http://www.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Cf. DIAL D 2264, 2306 et 2423 (NdT).

[2] Cf. DIAL D 2180, 2418 (NdT).

[3] Voir aussi DIAL D 2322 (NdT).